

Affaire Woerth-Bettencourt : semaine décisive pour Eric Woerth

C'est en homme détendu qu'est apparu le ministre du Travail, samedi dans sa ville de Chantilly (Oise), vaquant de la mairie au champ de course. Pourtant c'est une semaine chargée qui attend Eric Woerth. Selon une source proche du dossier, il pourrait être entendu mardi à Paris dans le cadre des enquêtes de l'affaire Bettencourt.

Eric Woerth

```
sas_pageid='2358/16838'; // Page : manchettepub/leparisien.com/articles_faitsdivers
sas_formatid=1278; // Format : rectangle 2 300x250
sas_target=""; // Targeting
SmartAdServer(sas_pageid,sas_formatid,sas_target);
```

Interrogé sur la date de son audition, M. Woerth s'est toutefois refusé à tout commentaire. "Vous me posez toujours les mêmes questions. J'ai déjà répondu hier", a-t-il dit avec un léger sourire.

Le Conseil des ministres avait autorisé mercredi l'audition du ministre du Travail, en qualité de témoin, par les enquêteurs de la brigade financière. M. Woerth avait fait savoir qu'il souhaitait être interrogé au plus vite pour s'expliquer sur les volets de l'affaire Bettencourt.

Liliane Bettencourt, sera, elle aussi, entendue la semaine prochaine par les policiers, probablement à son domicile de Neuilly (Hauts-de-Seine).

Dimanche, l'avocat de Patrice de Maistre a affirmé que

le gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt avait bien rencontré Eric Woerth en janvier 2007. Toutefois, son client n'a remis aucune enveloppe d'argent liquide au trésorier de l'UMP.

Me Pascal Wilhelm a confirmé ainsi les informations publiées samedi par Marianne. Selon l'hebdomadaire, un rendez-vous est bien tenu dans un café le 19 janvier 2007 avec Eric Woerth. Cet entretien aurait été précédé la veille par un entretien avec Mme Bettencourt et l'ex-comptable Claire Thibout.

L'avocat assure en revanche que «lorsque Mme Thibout dit que ce rendez-vous aurait servi à remettre une enveloppe à M. Woerth, c'est complètement faux».

Pour Me Wilhelm, les accusations de Mme Thibout, qui affirme avoir donné le 18 janvier une enveloppe contenant 50 000 euros d'argent liquide à M. de Maistre pour qu'il la remette le lendemain à M. Woerth afin de financer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, ne résistent pas à l'examen des carnets de compte de la comptable.

Me Wilhelm a annoncé qu'il déposerait dans la semaine «des plaintes contre plusieurs personnes pour faux témoignage et subornation de témoin».

Mercredi, Le Canard Enchaîné avait fragilisé la position de l'ex-comptable en révélant qu'elle avait touché lors de son licenciement 400 000 euros de la part de Françoise Meyers-Bettencourt, qui est en conflit ouvert avec sa mère Liliane.

Dans un entretien au Journal du Dimanche, paru ce dimanche, M. de Maistre affirme que les accusations de Claire Thibout sont tout simplement ridicules. «Ces déclarations sont contredites de manières formelles par ses propres carnets» déclare-t-il.

Par ailleurs, il indique qu'Eric Woerth lui a «soumis l'idée» début 2007 de rencontrer son épouse Florence afin «de voir avec elle l'évolution de sa carrière», mais que le ministre ne lui a pas demandé de l'embaucher.

Interrogé dans le journal sur une demande de 500 000 euros, à la banque Dexia, fin 2006, Patrice De Maistre a indiqué que «tout cela relève du fantasme». Il a justifié cette demande par le fait que «la maison Bettencourt affiche un train de vie extraordinairement élevé».

Patrice de Maistre assure enfin qu'il ne figure pas sur la liste des 3 000 évadés fiscaux en Suisse révélée l'été dernier par Eric Woerth, alors ministre du Budget. «Je n'ai jamais eu le moindre compte HSBC en Suisse ni ailleurs. S'il y a un de Maistre sur cette liste, ce n'est pas Patrice», déclare-t-il, démentant une information du Point.

